

DÉLIBÉRATION N°CP 2022-096

DU 23 MARS 2022

DEUXIÈMES AFFECTATIONS 2022 POUR LES AIDES RÉGIONALES AU CINÉMA ET À L'AUDIOVISUEL

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU le règlement (UE) n° 1407/2013 de la Commission européenne du 18 décembre 2013 publié au JOUE L 352 du 24 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis et modifié par le règlement 2020/972 du 2 juillet 2020 publié au JOUE L215 du 7 juillet 2020 ;

VU le régime exempté n° SA.59119 (Cinéma et audiovisuel), relatif pour l'Île-de-France, au fonds de soutien au cinéma et audiovisuel, aides à l'écriture du scénario, aide à la réalisation pour la période 2014-2023, adopté sur la base du règlement général d'exemption par catégorie n° 651/2014 du 17 juin 2014 publié au JOUE L 187 du 26 juin 2014 modifié par les règlements 2017/1084 du 14 juin 2017 publié au JOUE L156 du 20 juin 2017 et 2020/972 du 2 juillet 2020 publié au JOUE L215 du 7 juillet 2020 ;

VU le code de la commande publique ;

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU la délibération n°CR 31-05 du 23 juin 2005 relative aux aides régionales dans le domaine culturel (crédits de fonctionnement) ;

Vu la délibération CR n°33-10 du 17 juin 2010 relative au règlement budgétaire et financier, prorogée par la délibération n° CR 2021-055 du 21 juillet 2021 ;

VU la délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 relative aux « 100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens » ;

VU la délibération n° CR 2017-51 du 9 mars 2017 modifiée relative à la charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité ;

VU la délibération CP2018-581 du 17 octobre 2018 relatif au retrait de la région d'Arcadi et dissolution de l'EPCC ;

VU la délibération n° CR 2020-016 du 5 mars 2020 pour une politique cinéma et audiovisuelle renforcée dans les domaines de l'international et de la diffusion : à la création du volet international du fonds de soutien et soutien aux projets de médiations culturelles dans les salles de cinéma franciliennes ;

VU la délibération n° CR 2020-028 du 11 juin 2020 relative au budget supplémentaire 2020 Acte I du plan de relance économique, écologique et solidaire ;

VU la délibération CP 2021-032 du 21 janvier 2021 relative aux premières affectations 2021 pour les aides régionales au cinéma et à l'audiovisuel ;

VU la délibération n° CR 2021-038 du 2 juillet 2021 relative aux délégations de pouvoir du conseil régional à sa Présidente ;

VU la délibération n° CR 2021-039 du 2 juillet 2021 relative aux délégations d'attribution du conseil régional à sa commission permanente ;

VU la délibération n° CP 2021-347 du 22 septembre 2021 relative aux quatrièmes affectations 2021 pour les aides régionales au cinéma et à l'audiovisuel et modifications des conventions-types cinéma et audiovisuel ;

VU la délibération CP 2021-443 du 19 novembre 2021 relative aux cinquièmes affectations 2021 pour les aides régionales au cinéma et à l'audiovisuel ;

VU le budget de la Région Île-de-France pour l'année 2022 ;

VU l'avis de la commission de la culture ;

VU l'avis de la commission des finances et des fonds européens ;

VU le rapport n°CP 2022-096 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 : Actions culturelles cinématographiques et audiovisuelles

Décide de participer au titre du dispositif soutien aux manifestations et réseaux cinématographiques au financement des 19 projets détaillés en annexe 1 à la présente délibération, par l'attribution de 19 subventions d'un montant maximum prévisionnel de 944 000 €.

Subordonne le versement de ces subventions à la signature de conventions conformes aux conventions types adoptées par délibération n° CP 2021-347 du 22 septembre 2021 susvisées et autorise la présidente du conseil régional à les signer.

Affecte une autorisation d'engagement d'un montant de 944 000 € disponible sur le chapitre 933 « culture, sports et loisirs », code fonctionnel 312 « activités culturelles et artistiques », programme HP 312-009 (131009) « politique régionale en faveur du cinéma et de l'audiovisuel », action 13100902 « actions culturelles cinématographiques et audiovisuelles » du budget 2022.

Article 2 : Fonds de soutien audiovisuel – Changement de bénéficiaire pour le documentaire audiovisuel MASSOUD, L'HERITAGE de Nicolas Jallot (dossier n° EX061061)

Décide de transférer à la société de production SAS MEDIATIKA (Siren n° 419 904 321 - tiers n° P0046747) la subvention de 16 000 € attribuée antérieurement à la SASU MEDIATIKA (Siren n° 878 274 596 – tiers n° EXM07087) pour la réalisation de l'œuvre audiovisuelle intitulée : MASSOUD, L'HERITAGE de Nicolas Jallot votée par délibération n° CP 2021-443 en date du 19 novembre 2021 susvisée (dossier n° EX061061) dont le projet est détaillé en annexe 1 à la présente délibération.

Subordonne le versement de cette subvention à la signature d'une convention conforme à la convention-type adoptée par délibération n°CP 2021-347 du 22 septembre 2021 susvisée et autorise la présidente du conseil régional à la signer.

Article 3 : Fonds de soutien cinéma – Changement de bénéficiaire pour le long métrage de fiction JE CHANTERAI ET TU DANSERAS de Fanny Ardant (dossier n° EX053780)

Décide de transférer à la société de production SAS CHEYENNE FEDERATION la subvention de 340 000 € attribuée antérieurement à la SAS ARP pour la réalisation de l'œuvre

cinématographie intitulée JE CHANTERAI ET TU DANSERAS de Fanny Ardant (dossier n° EX053780), votée par délibération n° CP 2021-032 en date du 21 janvier 2021 susvisée dont le projet est détaillé en annexe 1 à la présente délibération.

Subordonne le versement de cette subvention à la signature d'une convention conforme à la convention-type adoptée par délibération n°CP 2021-347 du 22 septembre 2021 susvisée et autorise la présidente du conseil régional à la signer.

Article 4 : Marché n°2100890 relatif à l'accompagnement des jeunes sociétés bénéficiaires du fonds d'aide à la création de jeu vidéo

Affecte un montant global d'autorisation d'engagement, de **46 140 €** disponible sur le chapitre 933 « Culture, sports et loisirs », code fonctionnel 312 « activités artistiques et culturelles », programme HP 312-009 « Politique régionale en faveur du cinéma et de l'audiovisuel », action 13100902 « actions culturelles cinématographiques et audiovisuelles » du budget 2022 pour la mise en œuvre de la 1ère année d'exécution du marché n° 1800890 d'accompagnement des sociétés soutenues au titre du dispositif d'aide à la création de jeu vidéo.

Article 5 : Signature de convention de mise en œuvre du protocole d'accord État Région concernant le dispositif Passeurs d'images.

Approuve la convention de mise en œuvre du protocole d'accord État Région en annexe 2 concernant le dispositif Passeurs d'images et autorise la Présidente à la signer.

Article 6 : dérogation au principe de non-commencement d'exécution

Autorise, la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution des subventions à compter des dates prévisionnelles de démarrage indiquées dans les fiches projets en annexe à la délibération, par dérogation prévue à l'article 17 et 29, alinéa 3 de l'annexe à la délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 relative au règlement budgétaire et financier, prorogée par la délibération n° CR 2021-055 du 21 juillet 2021.

**La présidente du conseil régional
d'Île-de-France**



VALÉRIE PÉCRESSE

Acte rendu exécutoire le 24 mars 2022, depuis réception en préfecture de la région Île-de-France le 24 mars 2022 (référence technique : 075-237500079-20220323-Imc1142895-DE-1-1) et affichage ou notification le 24 mars 2022.

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif territorialement compétent.

ANNEXES A LA DELIBERATION

Annexe 1 - Fiches projets

DOSSIER N° 22002318 - PARTENARIAT FESTIVAL INTERNATIONAL DU FILM DE CANNES - 2022

Dispositif : Soutien aux manifestations cinématographiques (n° 00000128)

Délibération Cadre : CR31-05 du 23/06/2005

Imputation budgétaire : 933-312-6574-131009-300

Action : 13100902- Actions culturelles cinématographique et audiovisuelle

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien aux manifestations cinématographiques	21 640 000,00 € TTC	0,35 %	75 000,00 €
	Montant total de la subvention		75 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : AFFIF ASSOCIATION FRANCAISE DU FESTIVAL INTERNATIONAL DU FILM

Adresse administrative : 5 RUE CHARLOT
75003 PARIS

Statut Juridique : Association

Représentant : Monsieur Pierre LESCURE, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : PARTENARIAT AVEC LE FESTIVAL DE CANNES EN 2022

Dates prévisionnelles : 21 septembre 2021 - 28 mai 2023

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : En raison des délais d'instruction des dossiers et de la nécessaire préparation des événements en amont, cette manifestation a un début d'exécution antérieur à la date de présentation du présent rapport. Cela justifie l'application de dérogation au principe de non commencement d'exécution (cf. article 29 du RBF).

Description :

L'édition 2022 du Festival International du Film se tiendra du 17 au 28 mai 2022.

Le succès de l'édition 2021 dans des conditions sanitaires difficiles et après 18 mois de pandémie montre que l'industrie du cinéma mondial attend le Festival de Cannes, qu'il poursuive son travail d'exploration de nouveaux territoires cinématographiques, de nouvelles formes et de nouveaux auteurs, afin de continuer de mettre en valeur, sous les caméras du monde entier, la création cinématographique.

Le Festival de Cannes continuera également de mettre en avant le pays et régions de cinéma, via notamment le Village International, qui accueille depuis plus de vingt ans les institutions de promotion des actions publiques en faveur du cinéma.

A ce titre, la Région Ile de France, première région de soutien au cinéma français, est depuis de nombreuses années un des partenaires publics du Festival. La présence de la Région au Festival lui permet de mettre en avant, auprès des professionnels et artistes du monde entier, son dynamisme et son engagement en faveur du cinéma.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- Alpes-Maritimes

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2022

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats	155 000,00	0,72%
Services extérieurs	8 855 000,00	40,92%
Autres services extérieurs	6 530 000,00	30,18%
Impôts et taxes	320 000,00	1,48%
Rémunération des personnels	5 080 000,00	23,48%
Autres charges de gestion courante	100 000,00	0,46%
Dotations aux amortissements et aux provisions	600 000,00	2,77%
Total	21 640 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Vente de marchandises, produits finis, prestations de services	11 800 000,00	54,53%
CNC (EC)	2 365 000,00	10,93%
Région IdF (sollicitée)	100 000,00	0,46%
Autres régions (EC)	300 000,00	1,39%
CD 06 (EC)	135 000,00	0,62%
Ville de Cannes (EC)	6 240 000,00	28,84%
Autres produits de gestion courante	700 000,00	3,23%
Total	21 640 000,00	100,00%

DOSSIER N° 22002322 - PARTENARIAT QUINZAINE DES REALISATEURS - 2022

Dispositif : Soutien aux manifestations cinématographiques (n° 00000128)

Délibération Cadre : CR31-05 du 23/06/2005

Imputation budgétaire : 933-312-6574-131009-300

Action : 13100902- Actions culturelles cinématographique et audiovisuelle

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien aux manifestations cinématographiques	107 000,00 € TTC	23,36 %	25 000,00 €
	Montant total de la subvention		25 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SOC DES REALISATEURS DE FILMS

Adresse administrative : 14 RUE ALEXANDRE PARODI
75010 PARIS 10E ARRONDISSEMENT

Statut Juridique : Association

Représentant : Monsieur CHRISTOPHE LEPARC, SECRETAIRE GENERAL

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : PARTENARIAT AVEC LA QUINZAINE DES REALISATEURS - EDITION 2022
LA QUINZAINE EN ACTIONS : SEANCES SPECIALES POUR DES LYCEENS FRANCILIENS

Dates prévisionnelles : 7 janvier 2022 - 31 décembre 2023

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : En raison des délais d'instruction des dossiers et de la nécessaire préparation des événements en amont, cette manifestation a un début d'exécution antérieur à la date de présentation du présent rapport. Cela justifie l'application de dérogation au principe de non commencement d'exécution (cf. article 29 du RBF).

Description :

Dès sa première édition en 1969 la Quinzaine des Réalistes s'est fixée pour objectif d'accompagner les cinéastes et de favoriser leur découverte. Il s'agit non seulement de révéler les talents de la cinématographie mondiale et les grands cinéastes de demain mais aussi d'accueillir des auteurs moins confirmés et/ou encore méconnus.

Dans une perspective d'aider les professionnels mais aussi le public cinéophile le plus large possible à découvrir ces nouvelles tendances cinématographiques, la Quinzaine des Réalistes coordonne également un dispositif d'accès à la Culture et d'éducation à l'image : La Quinzaine en Actions. Tout au long de l'année des projections débats des films de la Quinzaine sont proposées aux associations, aux missions locales, aux centres sociaux, aux lycéens et aux apprentis des quartiers prioritaires de la région Île-de-France.

L'objectif est de partager le cinéma avec ceux qui en sont éloignés, d'encourager la parole, la réflexion

autour des films de la Quinzaine, d'impliquer les bénéficiaires dans des ateliers d'éducation à l'image.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2022

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats	250,00	0,23%
Services extérieurs	9 400,00	8,79%
Autres services extérieurs	53 000,00	49,53%
Rémunération des personnels	44 350,00	41,45%
Total	107 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Ressources propres	9 500,00	8,88%
Région IdF (sollicitée)	25 000,00	23,36%
ANCT (EC)	15 000,00	14,02%
DRAC IdF (EC)	15 000,00	14,02%
SACD	2 500,00	2,34%
Mécénat	40 000,00	37,38%
Total	107 000,00	100,00%

DOSSIER N° 22002326 - PARTENARIAT SEMAINE DE LA CRITIQUE - 2022

Dispositif : Soutien aux manifestations cinématographiques (n° 00000128)

Délibération Cadre : CR31-05 du 23/06/2005

Imputation budgétaire : 933-312-6574-131009-300

Action : 13100902- Actions culturelles cinématographique et audiovisuelle

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien aux manifestations cinématographiques	860 000,00 € TTC	2,56 %	22 000,00 €
	Montant total de la subvention		22 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SYND FRANCAIS DE LA CRITIQUE DE CINEMA
Adresse administrative : 17 RUE DES JEUNEURS
75002 PARIS
Statut Juridique : Syndicat Patronal
Représentant : Monsieur PHILIPPE ROUYER, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : PARTENARIAT AVEC LA SEMAINE DE LA CRITIQUE EN 2022

Ateliers d'initiation à la critique pour les lycéens franciliens en 2022/2023

Dates prévisionnelles : 5 janvier 2022 - 31 décembre 2023

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : En raison des délais d'instruction des dossiers et de la nécessaire préparation des événements en amont, cette manifestation a un début d'exécution antérieur à la date de présentation du présent rapport. Cela justifie l'application de dérogation au principe de non commencement d'exécution (cf. article 29 du RBF).

Description :

Le Syndicat Français de la Critique de Cinéma organise la Semaine de la Critique depuis 60 ans. Cette section parallèle du festival de Cannes se consacre depuis ses débuts à la découverte des talents émergents du cinéma. Elle a notamment permis de révéler au public les premiers films de cinéastes aujourd'hui incontournables comme Jacques Audiard, François Ozon, Ken Loach ou plus récemment Rebecca Zlotowski, Hubert Charuel, Julia Ducournau, Léa Mysius ou Emmanuel Gras.

Au-delà du moment cannois, la Semaine de la Critique développe ses activités en Île-de-France en direction du public francilien : reprise de la sélection à La Cinémathèque française, organisation d'une journée de formation à la critique de cinéma à destination de Lycéens et Apprentis au cinéma de la Région Île-de-France, journées de rencontre avec 50 professionnels parisiens du cinéma dans le cadre du programme de formation Next Step.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2022

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats	24 000,00	2,79%
Services extérieurs	68 000,00	7,91%
Autres services extérieurs	434 000,00	50,47%
Rémunération des personnels	281 000,00	32,67%
Impôts et taxes	6 000,00	0,70%
Autres charges de gestion courante	13 000,00	1,51%
Dotations aux amortissements et aux provisions	5 000,00	0,58%
Charges exceptionnelles	29 000,00	3,37%
Total	860 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Prestations de services	218 000,00	25,35%
CNC (EC)	177 000,00	20,58%
Région Sud (EC)	45 000,00	5,23%
Région IdF (sollicitée)	22 000,00	2,56%
CD 06 (EC)	5 000,00	0,58%
Ville de Cannes (EC)	3 500,00	0,41%
Sociétés civiles	45 000,00	5,23%
Autres produits	344 500,00	40,06%
Total	860 000,00	100,00%

DOSSIER N° 22002328 - FESTIVAL COTE COURT - 31ÈME ÉDITION - 2022

Dispositif : Soutien aux manifestations cinématographiques (n° 00000128)

Délibération Cadre : CR31-05 du 23/06/2005

Imputation budgétaire : 933-312-6574-131009-300

Action : 13100902- Actions culturelles cinématographique et audiovisuelle

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien aux manifestations cinématographiques	346 000,00 € TTC	11,56 %	40 000,00 €
	Montant total de la subvention		40 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COTE COURT
Adresse administrative : 104 AVENUE JEAN LOLIVE
93500 PANTIN
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur MATHIEU AMALRIC, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : 31ÈME ÉDITION DU FESTIVAL COTE COURT EN 2022

Du 8 au 18 juin 2022 au Ciné 104 à Pantin dans plusieurs cinémas en Île-de-France.

Dates prévisionnelles : 15 novembre 2021 - 18 juin 2023

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : En raison des délais d'instruction des dossiers et de la nécessaire préparation des événements en amont, cette manifestation a un début d'exécution antérieur à la date de présentation du présent rapport. Cela justifie l'application de dérogation au principe de non commencement d'exécution (cf. article 29 du RBF).

Description :

Depuis 1992, l'association Côté court organise le festival du même nom, festival de courts métrages qui contribue au rayonnement artistique francilien. Côté court a ainsi favorisé l'émergence de nombreux cinéastes novateurs devenus aujourd'hui des réalisateurs de renom.

Ce festival d'envergure nationale et internationale présente trois compétitions et deux panoramas très complets de courts-métrages d'auteurs émergents. Sa diffusion est à l'échelle régionale dans 12 cinémas sur 6 départements : ce qui en fait le festival francilien le plus étendu.

La qualité de ses actions professionnalisantes est également notable : pass jeune réalisateur, pass jeune producteur, ateliers, lectures de scénarios, master class ... ainsi que la sensibilisation des lycéens (une dizaine de classes) et un prix spécial : le "coup de coeur des lycéens" (du lycée de Noisiel - 77).

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2022

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats	9 000,00	2,60%
Services extérieurs	41 000,00	11,85%
Autres services extérieurs	61 000,00	17,63%
Rémunération des personnels	215 000,00	62,14%
Impôts et taxes	3 000,00	0,87%
Autres charges de gestion courante	6 000,00	1,73%
Dotations aux amortissements	11 000,00	3,18%
Total	346 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Vente de marchandises, produits finis, prestations de services	23 000,00	6,65%
CNC (EC)	25 000,00	7,23%
CD 93 (EC)	174 000,00	50,29%
Région IdF (sollicitée)	40 000,00	11,56%
Ville de Pantin (EC)	51 000,00	14,74%
ANCT (EC)	20 000,00	5,78%
Autres produits	13 000,00	3,76%
Total	346 000,00	100,00%

DOSSIER N° 22002379 - FESTIVAL PARADISIO - 4EME EDITION - 2022

Dispositif : Soutien aux manifestations cinématographiques (n° 00000128)

Délibération Cadre : CR31-05 du 23/06/2005

Imputation budgétaire : 933-312-6574-131009-300

Action : 13100902- Actions culturelles cinématographique et audiovisuelle

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien aux manifestations cinématographiques	240 000,00 € TTC	2,08 %	5 000,00 €
	Montant total de la subvention		5 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : FESTIVAL PARADISIO

Adresse administrative : PLACE DE L EGLISE
77940 FLAGY

Statut Juridique : Association

Représentant : Monsieur Thierry MAUVOISIN, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : 4EME EDITION DU FESTIVAL PARADISIO EN 2022

Les 26, 27 & 28 août 2022 à Moret-Louing-et-Orvanne (77)

Dates prévisionnelles : 9 janvier 2022 - 28 août 2023

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : En raison des délais d'instruction des dossiers et de la nécessaire préparation des événements en amont, cette manifestation a un début d'exécution antérieur à la date de présentation du présent rapport. Cela justifie l'application de dérogation au principe de non commencement d'exécution (cf. article 29 du RBF).

Description :

Le festival a pour vocation de revaloriser le patrimoine de cinéma français sous toutes les formes artistiques excitantes matérielles ou vivantes. le cinéma bien sûr mais aussi le théâtre, la musique pour les expressions artistiques et les expositions, scénographies, les master class ou animations pour les formes expressions matérielles et éducatives.

Le festival s'adresse à un large public de 7 à 97 ans. Il a pour objectif de générer une activité de transmission culturel tout au long de l'année via des interventions en milieu scolaire, social ou du 3ème âge et le festival . Il fonctionne sur le volontariat du bénévolat et d'étudiants qui sont en formation en alternance.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- MORET LOING ET ORVANNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2022

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Logistique	54 000,00	22,50%
Communication	26 000,00	10,83%
Administration	6 000,00	2,50%
Artistique	124 000,00	51,67%
Rémunérations	30 000,00	12,50%
Total	240 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Moret Loing et Orvanne (EC)	15 000,00	6,25%
CD 77 (EC)	10 000,00	4,17%
Région IdF (sollicitée)	5 000,00	2,08%
DRAC IdF (EC)	8 000,00	3,33%
Autres produits	202 000,00	84,17%
Total	240 000,00	100,00%

DOSSIER N° 22002385 - FESTIVAL SERIE SERIES - 11EME EDITION - 2022

Dispositif : Soutien aux manifestations cinématographiques (n° 00000128)

Délibération Cadre : CR31-05 du 23/06/2005

Imputation budgétaire : 933-312-6574-131009-300

Action : 13100902- Actions culturelles cinématographique et audiovisuelle

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien aux manifestations cinématographiques	806 000,00 € TTC	55,83 %	450 000,00 €
	Montant total de la subvention		450 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : KANDIMARI
Adresse administrative : 31 RUE ADRIEN CRAMAIL
92500 RUEIL-MALMAISON
Statut Juridique : Société à Responsabilité Limitée
Représentant : Madame MARIE BARRACO, Gérante

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : 11EME EDITION DU FESTIVAL SERIE SERIES EN 2022

Dates prévisionnelles : 10 janvier 2022 - 3 juillet 2023

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : En raison des délais d'instruction des dossiers et de la nécessaire préparation des événements en amont, cette manifestation a un début d'exécution antérieur à la date de présentation du présent rapport. Cela justifie l'application de dérogation au principe de non commencement d'exécution (cf. article 29 du RBF).

Description :

Festival "Série Séries"

11ème édition - 30 juin au 2 juillet 2022 à Fontainebleau (77) et courant juillet en Île-de-France

Ce festival présente des séries TV du monde entier, organise des rencontres entre professionnels, des études de cas, des masterclass, des tables rondes, des lectures de scénarios, des séances pour le jeune public et les scolaires (parcours de festival pour des lycéens).

Cette année de transition 2022 pourrait tourner autour d'un été Série Séries pour les franciliens, coup d'envoi à Fontainebleau entre le 30 juin et le 2 juillet 2022 (avec un événement professionnel les 30 juin et 1er juillet, et des opérations en direction du public le 1er et 2 juillet : projection en extérieur, séance kids, et animations), puis plusieurs actions en Île-de-France au cours du mois de juillet.

Trois projections en extérieur de séries (ont été envisagées : Villarcieux, Le Jardin du Luxembourg et une autre ville à déterminer), une rencontre type masterclass autour d'un talent ouverte au public, une série à

projeter en salle dans les cinémas partenaires de la Région (à déterminer) et accrochage de l'exposition sur un ou plusieurs sites (à déterminer).

Le plafond retenu tient compte de l'ampleur et de l'intérêt exceptionnel présenté par la manifestation.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2022

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Edition de transition	263 000,00	32,63%
Ds Itinérance IdF	100 000,00	12,41%
Organisation générale	412 000,00	51,12%
Imprévus	31 000,00	3,85%
Total	806 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région IdF (sollicitée)	450 000,00	55,83%
CD 77 (EC)	20 000,00	2,48%
Ville de Fontainebleau (EC)	30 000,00	3,72%
CNC (EC)	100 000,00	12,41%
Sociétés civiles (EC)	65 000,00	8,06%
Accréditations	40 000,00	4,96%
Autres produits	101 000,00	12,53%
Total	806 000,00	100,00%

DOSSIER N° 22002386 - FESTIVAL SILHOUETTE - 21EME EDITION - 2022

Dispositif : Soutien aux manifestations cinématographiques (n° 00000128)

Délibération Cadre : CR31-05 du 23/06/2005

Imputation budgétaire : 933-312-6574-131009-300

Action : 13100902- Actions culturelles cinématographique et audiovisuelle

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien aux manifestations cinématographiques	90 000,00 € TTC	16,67 %	15 000,00 €
	Montant total de la subvention		15 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SILHOUETTE

Adresse administrative : MACVAC - 20 RUE EDOUARD PAILLERON
75019 PARIS 19E ARRONDISSEMENT

Statut Juridique : Association

Représentant : Madame PATRICIA CAROLYN LAPLANCHE, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : 21EME EDITION DU FESTIVAL SILHOUETTE EN 2022

Du 26 août au 3 septembre 2022 au Parc de la Butte du Chapeau Rouge à Paris

Dates prévisionnelles : 10 janvier 2022 - 3 septembre 2023

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : En raison des délais d'instruction des dossiers et de la nécessaire préparation des événements en amont, cette manifestation a un début d'exécution antérieur à la date de présentation du présent rapport. Cela justifie l'application de dérogation au principe de non commencement d'exécution (cf. article 29 du RBF).

Description :

Depuis vingt ans, l'association Silhouette développe son festival éponyme consacré au court-métrage, qui est devenu une plate-forme unique d'échanges et de découvertes. Événement incontournable en Île-de-France, ce festival atypique et gratuit allie professionnalisme, convivialité et exigence.

Chaque année, le public manifeste un engouement toujours plus important pour ces projections en plein air précédées de premières parties musicales, et les professionnels apprécient la qualité de la programmation et le travail à l'année de l'association qui se développe auprès de publics variés (scolaires, adolescents, adultes, publics résidant au sein de quartiers Politique de la Ville, publics du champ social).

Des actions culturelles spécifiques ont été proposées sur le territoire francilien sous la forme de dispositifs inédits touchant différents types de public, offrant ainsi une pratique culturelle unique autour du court-métrage.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2022

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats	13 000,00	14,44%
Services extérieurs	37 000,00	41,11%
Autres services extérieurs	6 000,00	6,67%
Rémunération des personnels	29 000,00	32,22%
Autres charges de gestion courante	5 000,00	5,56%
Total	90 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Vente de marchandises, produits finis, prestations de services	28 000,00	31,11%
ANCT (EC)	5 000,00	5,56%
Région IdF (Sollicitée)	15 000,00	16,67%
Ville de Paris (EC)	20 000,00	22,22%
DRAC IdF (EC)	15 000,00	16,67%
Autres produits de gestion courante	7 000,00	7,78%
Total	90 000,00	100,00%

DOSSIER N° 22002392 - ACTION PEDAGOGIQUE ET CULTURELLE CINEMATOGRAPHIQUE DANS LES YVELINES - 2022

Dispositif : Soutien aux réseaux cinématographiques (n° 00000130)

Délibération Cadre : CR31-05 du 23/06/2005

Imputation budgétaire : 933-312-6574-131009-300

Action : 13100902- Actions culturelles cinématographique et audiovisuelle

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien aux réseaux cinématographiques	73 000,00 € TTC	13,70 %	10 000,00 €
	Montant total de la subvention		10 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : CONTRECHAMPS
Adresse administrative : PLACE DU GENERAL DE GAULLE
78820 JUZIERS
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame MIREILLE LE RUYET, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : ACTION PEDAGOGIQUE ET CULTURELLE CINEMATOGRAPHIQUE DANS LES YVELINES

Du 1er janvier au 31 décembre 2022

Description :

L'association organise dans les Yvelines depuis 2012 un festival itinérant qui propose à un public familial et au jeune public des projections de films en plein air et en salle de cinéma. En 2022, l'association basée à Juziers (78) organisera toute l'année - en plus de ce festival - une véritable saison culturelle cinématographique avec des ateliers, des animations pédagogiques et des formations, dans l'objectif de structurer son action sur tout le département en partenariat avec les salles de cinéma des Yvelines.

L'association peut maintenant être considérée comme un réseau cinématographique au regard de ses objectifs sur l'ensemble d'un territoire où il y a peu d'opérateurs :

- Mettre en oeuvre un projet culturel commun aux salles de cinéma et structures culturelles, scolaires et éducatives des Yvelines ;
- Exercer une action culturelle et de médiation de proximité ;
- Favoriser un réseau multiple de diffusion du cinéma dans le département des Yvelines ;
- Contribuer à diffuser des films peu représentés : courts métrages, films d'animation, documentaires... ;
- Mener des actions de formations auprès des professionnels de l'éducation et de la jeunesse.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de

cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- YVELINES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2022

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats	2 800,00	3,84%
Services extérieurs	700,00	0,96%
Autres services extérieurs	64 700,00	88,63%
Rémunération des personnels	3 500,00	4,79%
Autres charges de gestion courante	1 300,00	1,78%
Total	73 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Vente de marchandises, produits finis, prestations de services	25 000,00	34,25%
Région IdF (sollicitée)	10 000,00	13,70%
CNC (EC)	20 000,00	27,40%
DRAC IdF (EC)	15 000,00	20,55%
Communes (EC)	3 000,00	4,11%
Total	73 000,00	100,00%

DOSSIER N° 22002394 - CINE-DEBATS DANS LES LYCEES FRANCILIENS (ANNEE SCOLAIRE 2021-2022)

Dispositif : Soutien aux réseaux cinématographiques (n° 00000130)

Délibération Cadre : CR31-05 du 23/06/2005

Imputation budgétaire : 933-312-6574-131009-300

Action : 13100902- Actions culturelles cinématographique et audiovisuelle

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien aux réseaux cinématographiques	340 000,00 € TTC	29,41 %	100 000,00 €
	Montant total de la subvention		100 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : UNIS CITE

Adresse administrative : 21 BD NEY
75018 PARIS 18

Statut Juridique : Association

Représentant : Madame Marie TRELLU, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : CINE-DEBATS DANS LES LYCEES FRANCILIENS (ANNEE SCOLAIRE 2021-2022)

Description :

Dans le cadre du grand programme « Citoyens de la Culture » lancé par la Ministre de la culture en 2015, le Centre National du Cinéma et de l'image animée (CNC) et l'association Unis-Cité ont développé une mission citoyenne par le cinéma, dans les lycées de France. Ce programme national intitulé « Les volontaires Cinéma et citoyenneté » s'inscrit dans la dynamique de Service Civique Universel. Il a vocation à favoriser l'accès de tous à la culture et à mettre la culture au service des valeurs républicaines grâce à la mobilisation de jeunes volontaires en service civique.

Par l'intermédiaire de 34 jeunes volontaires en service civique, Unis-Cité sensibilise directement des lycéens pour organiser des ciné-débats dans les lycées franciliens. Les jeunes sont formés par Unis-Cité à l'animation de débats citoyens et par les réseaux de salles à la lecture des images cinématographiques. Ces séances de Ciné-débats sont l'occasion d'échanger entre lycéens sur des thèmes de société et de citoyenneté. Ce programme est mené en complément des dispositifs d'éducation à l'image existants.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD**CPER :** Hors CPER**PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR**

Exercice de référence : 2022

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Recrutement	8 000,00	2,35%
Bourses service civique	198 000,00	58,24%
Encadrement	58 000,00	17,06%
Formation Civique	7 000,00	2,06%
Coaching professionnel	6 000,00	1,76%
Indemnités complémentaires	29 000,00	8,53%
Pilotage et animation	12 000,00	3,53%
Frais de structure	11 000,00	3,24%
Frais administratifs	11 000,00	3,24%
Total	340 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Agence Service Civique (acquis)	230 000,00	67,65%
Région IdF (sollicitée)	100 000,00	29,41%
CD 95 (EC)	5 000,00	1,47%
CD 92 (EC)	5 000,00	1,47%
Total	340 000,00	100,00%

**DOSSIER N° 22002397 - ACTION PEDAGOGIQUE ET CULTURELLE CINEMATOGRAPHIQUE EN
ESSONNE - 2022**

Dispositif : Soutien aux réseaux cinématographiques (n° 00000130)

Délibération Cadre : CR31-05 du 23/06/2005

Imputation budgétaire : 933-312-6574-131009-300

Action : 13100902- Actions culturelles cinématographique et audiovisuelle

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien aux réseaux cinématographiques	350 000,00 € TTC	7,14 %	25 000,00 €
	Montant total de la subvention		25 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : CINESSONNE

Adresse administrative : 15 PLACE JACQUES BREL
91130 RIS ORANGIS

Statut Juridique : Association

Représentant : Madame Sonia BRUN DE GEA, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : ACTION PEDAGOGIQUE ET CULTURELLE CINEMATOGRAPHIQUE EN ESSONNE

Du 1er janvier au 31 décembre 2022

Description :

L'action de ce réseau de 17 salles s'articule autour de trois axes principaux : les actions pédagogiques, l'animation des salles (rencontres, débats, etc.), et la diffusion des films (via son circuit itinérant - 25 points de diffusion - et le festival "Les rencontres Cinéssonne" en novembre). Grâce à l'aide régionale de médiation dans les salles de cinéma, Cinéssonne va pouvoir dynamiser son réseau en mettant en place de nouvelles actions et de nouveaux outils qui vont répondre aux besoins des cinémas pour faire revenir le(s) public(s).

En 2022, Cinéssonne - en plus de son rôle permanent de conseils et d'expertises - propose à son réseau de salles sur le territoire essonnien, les actions structurantes suivantes :

- la carte Cinéssonne : tarif réduit valable dans toutes les salles ;
- la circulation d'un programme de courts-métrages ;
- le pilotage du dispositif d'éducation à l'image Collège au Cinéma ;
- des ateliers pédagogiques (avec tablettes numériques) ;
- des journées professionnelles organisées dans les salles du réseau ;
- des parcours thématiques qui circuleront dans les cinémas ;
- la quatrième édition de la manifestation Les Rencontres Cinéssonne ;
- la circulation d'un programme de courts-métrages ;
- l'accompagnement des services civiques pour les Ciné-Débats.

Une partie de ces actions spécifiques seront menées en partenariat avec d'autres réseaux franciliens de salles de cinéma (ACRIF, CIP, Cinéma public, Ecrans VO, Cinémas 93).

Par ailleurs, le réseau Cinessonne va déposer un projet d'actions dans le cadre de l'Appel à projets "Olympiades culturelles".

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- ESSONNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2022

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats	43 000,00	12,29%
Services extérieurs	23 000,00	6,57%
Autres services extérieurs	40 000,00	11,43%
Impôts et taxes	13 000,00	3,71%
Rémunération des personnels	219 000,00	62,57%
Dotations aux amortissements et aux provisions	12 000,00	3,43%
Total	350 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Prestations de services	85 000,00	24,29%
CNC (EC)	35 000,00	10,00%
DRAC IdF (EC)	30 000,00	8,57%
Région IdF (sollicitée)	30 000,00	8,57%
CD 91 (EC)	140 000,00	40,00%
Autres produits	30 000,00	8,57%
Total	350 000,00	100,00%

DOSSIER N° 22002403 - ACTION PEDAGOGIQUE ET CULTURELLE CINEMATOGRAPHIQUE EN SEINE-SAINT-DENIS - 2022

Dispositif : Soutien aux réseaux cinématographiques (n° 00000130)

Délibération Cadre : CR31-05 du 23/06/2005

Imputation budgétaire : 933-312-6574-131009-300

Action : 13100902- Actions culturelles cinématographique et audiovisuelle

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien aux réseaux cinématographiques	253 000,00 € TTC	7,91 %	20 000,00 €
	Montant total de la subvention		20 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : CINEMAS 93
Adresse administrative : 87 BIS RUE DE PARIS
93100 MONTREUIL
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame ANNE HUET, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : ACTION PEDAGOGIQUE ET CULTURELLE CINEMATOGRAPHIQUE EN SEINE-SAINT-DENIS

Du 1er janvier au 31 décembre 2022

Description :

L'association Cinémas 93 qui regroupe les 24 cinémas publics de Seine-Saint-Denis mène une action de réseau cinématographique sur le département qui s'articule autour de trois axes principaux : une action culturelle cinématographique pour la valorisation et la diffusion du cinéma indépendant, une action pédagogique en direction du jeune public et un rôle de conseil et d'accompagnement culturel pour les salles des cinémas du département.

En 2022, l'association mettra en œuvre des actions spécifiques pour faire revenir les 15/25 ans dans les salles de cinéma de son réseau départemental et des d'autres actions culturelles nouvelles (dont un focus sur Alice Diop à partir de son documentaire "Nous" soutenu par la Région).

En outre, en 2022, Cinémas 93 proposera à son réseau de salles, les actions suivantes :

- la 10ème édition des journées professionnelles départementales ;
- l'organisation de rencontres trimestrielles ("Les échappées") visant à favoriser les nouvelles formes de diffusions en lien avec les nouveaux équipements numériques ;
- l'organisation de formations professionnelles à destination des personnels des salles de cinéma ;
- la diffusion sur le département de programmes de films et d'animations à destination du très jeune public ;
- la coordination avec le festival Côté Court du dispositif Atelier.

Une partie de ces actions spécifiques seront menées en partenariat avec d'autres réseaux franciliens de salles de cinéma (ACRIF, CIP, Cinéma public, Ecrans VO, Cinéssonne).

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- SEINE SAINT DENIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2022

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats	33 000,00	13,04%
Services extérieurs	45 000,00	17,79%
Autres services extérieurs	62 000,00	24,51%
Impôts et taxes	2 000,00	0,79%
Rémunération des personnels	111 000,00	43,87%
Total	253 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Vente de marchandises, produits finis, prestations de services	6 000,00	2,37%
CNC (EC)	23 000,00	9,09%
Région IdF (sollicitée)	20 000,00	7,91%
DRAC IdF (EC)	13 000,00	5,14%
CD 93 (EC)	179 000,00	70,75%
EPT Est-Ensemble (EC)	12 000,00	4,74%
Total	253 000,00	100,00%

DOSSIER N° 22002404 - ACTION PEDAGOGIQUE ET CULTURELLE CINEMATOGRAPHIQUE EN SEINE-ET-MARNE - 2022

Dispositif : Soutien aux réseaux cinématographiques (n° 00000130)

Délibération Cadre : CR31-05 du 23/06/2005

Imputation budgétaire : 933-312-6574-131009-300

Action : 13100902- Actions culturelles cinématographique et audiovisuelle

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien aux réseaux cinématographiques	99 000,00 € TTC	15,15 %	15 000,00 €
	Montant total de la subvention		15 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : L'ENFANT ET LE 7EME ART
Adresse administrative : 10 AVENUE DU MARECHAL DE VILLARS
77300 FONTAINEBLEAU
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame HELENE MAGGIORI, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : ACTION PEDAGOGIQUE ET CULTURELLE CINEMATOGRAPHIQUE EN SEINE-ET-MARNE

Du 1er janvier au 31 décembre 2022

Description :

L'association 'L'enfant et le 7ème art' propose aux établissements scolaires et aux cinémas de Seine-et-Marne une action pédagogique et culturelle cinématographique en direction du public scolaire et du jeune public tout au long de l'année.

Son action et ses objectifs s'articulent autour de trois axes principaux : les actions pédagogiques (avec notamment des interventions en milieu scolaire); l'action culturelle (ateliers de programmation, classes jury, etc. ...), et la diffusion des films (principalement via son action phare : le festival de films jeune public 'L'enfant et le 7ème art').

L'association, avec un nouveau bureau et nouvelle équipe dynamique, développe ces actions sur tout le département de Seine-et-Marne depuis Fontainebleau (l'association étant hébergée par CinéParadis).

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- SEINE ET MARNE

Contrat Particulier : Hors CPRD**CPER :** Hors CPER**PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR**

Exercice de référence : 2022

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats	3 000,00	3,03%
Services extérieurs	34 000,00	34,34%
Autres services extérieurs	6 000,00	6,06%
Rémunération des personnels	56 000,00	56,57%
Total	99 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Vente de marchandises, produits finis, prestations de services	35 000,00	35,35%
Région IdF (sollicité)	15 000,00	15,15%
DRAC IdF (EC)	8 000,00	8,08%
CD 77 (EC)	15 000,00	15,15%
Autres produits	26 000,00	26,26%
Total	99 000,00	100,00%

**DOSSIER N° 22002413 - CENTRE DE RESSOURCES POUR LA JEUNE CREATION
EXPERIMENTALE - 2022**

Dispositif : Soutien aux réseaux cinématographiques (n° 00000130)

Délibération Cadre : CR31-05 du 23/06/2005

Imputation budgétaire : 933-312-6574-131009-300

Action : 13100902- Actions culturelles cinématographique et audiovisuelle

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien aux réseaux cinématographiques	64 000,00 € TTC	15,63 %	10 000,00 €
	Montant total de la subvention		10 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COLLECTIF JEUNE CINEMA

Adresse administrative : 8 RUE GODILLOT
93400 SAINT-OUEN

Statut Juridique : Association

Représentant : Monsieur Frédéric TACHOU, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : FONCTIONNEMENT DU CENTRE DE RESSOURCES POUR LA JEUNE CREATION
EXPERIMENTALE

Du 1er janvier au 31 décembre 2022

Description :

Ce collectif de cinéastes a implanté un centre de ressources pour les jeunes créateurs à Saint-Ouen. Il remplit pleinement le rôle d'une cinémathèque du cinéma expérimental et il met en place tout au long de l'année des rencontres en direction de la jeune création, tout en maintenant son festival de cinéma expérimental à Paris et en Île-de-France (avec un concours de films réalisés par des lycéens).

Au fil de ses éditions, son action phare, le festival des cinémas différents et expérimentaux, a acquis une réputation internationale. Pour la compétition, un appel à projets est lancé pour sélectionner des œuvres (cinéma expérimental, art vidéo, essai cinématographique) qui seront présentées lors de séances en présence des réalisateurs avec qui le public pourra débattre à l'issue de la projection. Quatre prix seront attribués : le Grand Prix, le Prix spécial du Jury, le Prix de la Presse et celui du Public.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD**CPER :** Hors CPER**PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR**

Exercice de référence : 2022

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats	11 000,00	17,19%
Services extérieurs	13 000,00	20,31%
Autres services extérieurs	9 000,00	14,06%
Rémunération des personnels	27 000,00	42,19%
Autres charges de gestion courante	4 000,00	6,25%
Total	64 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
CNC (EC)	20 000,00	31,25%
DRAC IdF (EC)	9 000,00	14,06%
Région IdF (sollicitée)	10 000,00	15,63%
Vente de marchandises, produits finis, prestations de services	18 000,00	28,13%
Autres produits	7 000,00	10,94%
Total	64 000,00	100,00%

**DOSSIER N° 22002414 - CENTRE DE RESSOURCE POUR LA CREATION CINEMATOGRAPHIQUE
EMERGENTE - 2022**

Dispositif : Soutien aux réseaux cinématographiques (n° 00000130)

Délibération Cadre : CR31-05 du 23/06/2005

Imputation budgétaire : 933-312-6574-131009-300

Action : 13100902- Actions culturelles cinématographique et audiovisuelle

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien aux réseaux cinématographiques	368 000,00 € TTC	6,79 %	25 000,00 €
	Montant total de la subvention		25 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : MAISON DU FILM
Adresse administrative : 10 PASSAGE DE FLANDRE
75019 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame Isabelle SEGOVIA, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : FONCTIONNEMENT DU CENTRE DE RESSOURCE POUR LA CREATION
CINEMATOGRAPHIQUE EMERGENTE

Du 1er janvier au 31 décembre 2022

Description :

A l'origine, la Maison du Film est un centre de ressource dédié au court métrage : elle aide les jeunes auteurs, réalisateurs, producteurs, acteurs et techniciens à mettre en œuvre leurs projets. Depuis 2018, son activité englobe également les projets de longs métrages. La Maison du Film a pour objectif de favoriser l'insertion professionnelle des jeunes franciliens dans ce secteur, de développer les actions de formation et de proposer aux porteurs de projets des conditions optimales de développement de leurs projets.

La Maison du Film propose aux jeunes réalisateurs et scénaristes franciliens des services et des outils performants : un fichier et une base de données , un centre de documentation, un site internet, 6 dispositifs d'accompagnement personnalisé des projets au niveau du développement, de la production et de la réalisation et 3 actions nouvelles (aides aux scénaristes, compositeurs de musique et chefs opérateurs), ainsi que des rencontres professionnelles et des permanences pour conseiller les jeunes créateurs émergents.

NB : par ailleurs, la Maison du Film est attributaire du marché régional d'accompagnement des scénaristes de l'Aide à l'Ecriture de Scénarios.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2022

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Services extérieurs	132 000,00	35,87%
Rémunération des personnels	228 000,00	61,96%
Autres charges de gestion courante	8 000,00	2,17%
Total	368 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Vente de marchandises, produits finis, prestations de services	135 000,00	36,68%
CNC (EC)	96 000,00	26,09%
Région IdF (sollicitée)	25 000,00	6,79%
Ville de Paris (EC)	5 000,00	1,36%
Sociétés civiles	65 000,00	17,66%
Autres produits	42 000,00	11,41%
Total	368 000,00	100,00%

**DOSSIER N° 22002415 - CENTRE DE RESSOURCES POUR LA CREATION CINEMATOGRAPHIQUE
- 2022**

Dispositif : Soutien aux réseaux cinématographiques (n° 00000130)

Délibération Cadre : CR31-05 du 23/06/2005

Imputation budgétaire : 933-312-6574-131009-300

Action : 13100902- Actions culturelles cinématographique et audiovisuelle

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien aux réseaux cinématographiques	610 000,00 € TTC	9,84 %	60 000,00 €
	Montant total de la subvention		60 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : PERIPHERIE - CENTRE REGIONAL DE
CREATION CINEMATOGRAPHIQUE
Adresse administrative : 87 BIS RUE DE PARIS
93100 MONTREUIL
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame Caroline ZEAU, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : FONCTIONNEMENT DU CENTRE DE RESSOURCES POUR LA CREATION
CINEMATOGRAPHIQUE

Du 1er janvier au 31 décembre 2022

Description :

Périphérie, centre régional de création cinématographique, a été créé en 1983 par des cinéastes investis d'un désir de cinéma direct. Cette association développe depuis presque 40 ans un projet dédié au cinéma documentaire.

Aujourd'hui, Périphérie, qui est un véritable centre de ressources régional pour la création cinématographique, travaille dans plusieurs directions. L'aide à la création (avec le dispositif de résidence de montage : « Cinéastes en Résidence » et un nouveau dispositif d'accompagnement à l'écriture de projets - crée en 2021 - intitulé « La Passerelle »), la diffusion (avec la circulation en région des films accueillis et le festival « Rencontres du cinéma documentaire »), l'éducation à l'image (avec les parcours en milieu scolaire notamment en lycées et les actions de formation) et le patrimoine documentaire (avec la recherche et la valorisation de fonds d'archives audiovisuelles). Depuis 2019 un nouveau département d'accueil de sociétés de productions franciliennes de documentaires a été mis en place dans les locaux de Périphérie à Montreuil.

En 2022, Périphérie dans le cadre de ses observatoires documentaires enregistrera l'impact des Jeux Olympiques sur le territoire francilien : deux documentaires seront finalisés au cours de l'année.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2022

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats	20 000,00	3,28%
Services extérieurs	126 000,00	20,66%
Autres services extérieurs	50 000,00	8,20%
Impôts et taxes	6 000,00	0,98%
Rémunération des personnels	390 000,00	63,93%
Autres charges de gestion courante	18 000,00	2,95%
Total	610 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
CNC (EC)	30 000,00	4,92%
DRAC IdF (EC)	22 000,00	3,61%
CD 93 (EC)	418 000,00	68,52%
Région IdF (sollicitée)	60 000,00	9,84%
EPT Est-Ensemble (EC)	17 000,00	2,79%
Autres produits	63 000,00	10,33%
Total	610 000,00	100,00%

DOSSIER N° 22002418 - DISPOSITIF D'ACCOMPAGNEMENT DES SCENARISTES EMERGENTS - 2022

Dispositif : Soutien aux réseaux cinématographiques (n° 00000130)

Délibération Cadre : CR31-05 du 23/06/2005

Imputation budgétaire : 933-312-6574-131009-300

Action : 13100902- Actions culturelles cinématographique et audiovisuelle

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien aux réseaux cinématographiques	122 000,00 € TTC	9,84 %	12 000,00 €
	Montant total de la subvention		12 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : BOOTSTRAP LABEL

Adresse administrative : 8 RUE GODILLOT
93400 SAINT-OUEN

Statut Juridique : Société à Responsabilité Limitée

Représentant : Madame Monique GERMAIN, Gérante

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : FONCTIONNEMENT DU DISPOSITIF D'ACCOMPAGNEMENT DES SCENARISTES EMERGENTS- LE WIP

Du 1er janvier au 31 décembre 2022

Description :

Le WIP (Work In Progress) est un dispositif d'accompagnement d'auteurs émergents, qui organise tout au long de l'année des rencontres professionnelles mensuelles à Commune Image à Saint-Ouen. Les jeunes talents émergents sont conseillés et aidés par des professionnels aguerris pour finaliser leur projet d'écriture de film.

Cette action au long terme est clôturée en fin d'année par un festival de présentation des scénarii terminés : le WIPP (Work In Progress Performance). Les auteurs présentent leur univers à travers des choix scéniques construits autour de lectures, de mise en jeu, de photographies et de musique. Les programmes sont interactifs avec le public (professionnels ou spectateurs).

Chaque année une carte blanche est réservée à la Région : des projets aidés par l'Aide à l'Ecriture de Scénario sont pitchés par leurs auteurs devant un parterre de professionnels dans le but de trouver des producteurs pour financer leurs projets.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de

cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2022

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Programmation, communication	14 000,00	11,48%
Production, animation	45 000,00	36,89%
Mission, réception	20 000,00	16,39%
Frais administratifs	9 000,00	7,38%
Rémunération des personnels	34 000,00	27,87%
Total	122 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
CNC (EC)	9 000,00	7,38%
CD 93 (EC)	5 000,00	4,10%
EPT Plaine Commune (EC)	5 000,00	4,10%
Région IdF (sollicitée)	12 000,00	9,84%
Ville de St-Ouen (EC)	8 000,00	6,56%
Autres produits	83 000,00	68,03%
Total	122 000,00	100,00%

**DOSSIER N° 22002420 - ACCOMPAGNEMENT ET PROFESSIONNALISATION DES AUTEURS
EMERGENTS - 2022**

Dispositif : Soutien aux réseaux cinématographiques (n° 00000130)

Délibération Cadre : CR31-05 du 23/06/2005

Imputation budgétaire : 933-312-6574-131009-300

Action : 13100902- Actions culturelles cinématographique et audiovisuelle

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien aux réseaux cinématographiques	1 041 000,00 € TTC	1,44 %	15 000,00 €
	Montant total de la subvention		15 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : GREC GROUPE DE RECHERCHES & ESSAIS CINEMATOGRAPHIQUES
Adresse administrative : 14 RUE ALEXANDRE PARODI
75010 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame Anne LUTHAUD, Déléguée

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : ACCOMPAGNEMENT ET PROFESSIONNALISATION DES AUTEURS EMERGENTS
Du 1er janvier au 31 décembre 2022

Description :

Le GREC (Groupe de recherches et d'Essais Cinématographiques) est une structure associative créée par Jean Rouch en 1969 pour permettre à tous ceux qui le souhaitent (sans conditions de diplômes) de réaliser un premier court métrage. Le GREC a permis l'émergence de nombreux jeunes talents comme Arthur Harari, Katell Quillévéré, Alain Guiraudie, Thomas Lilti ... aujourd'hui réalisateurs reconnus de longs métrages.

Le GREC accompagne toute l'année de nombreux auteurs émergents au stade de l'écriture du scénario, en favorisant ainsi leur insertion professionnelle et en leur offrant les bases d'un réseau professionnel. Avec le soutien de la Région, le GREC renforce cet accompagnement en organisant en Île-de-France un atelier résidentiel de réécriture pour accompagner des jeunes auteurs émergents franciliens.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD**CPER :** Hors CPER**PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR**

Exercice de référence : 2022

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Production films	455 000,00	43,71%
Ateliers, résidences	86 000,00	8,26%
Rémunération des personnels	449 000,00	43,13%
Frais généraux	51 000,00	4,90%
Total	1 041 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Recettes propres	147 000,00	14,12%
CNC (EC)	578 000,00	55,52%
DRAC IdF (EC)	16 000,00	1,54%
Région IdF (sollicitée)	15 000,00	1,44%
Autres produits	285 000,00	27,38%
Total	1 041 000,00	100,00%

**DOSSIER N° 22002422 - CENTRE DE RESSOURCES POUR JEUNES SCENARISTES
DOCUMENTAIRES - 2022**

Dispositif : Soutien aux réseaux cinématographiques (n° 00000130)

Délibération Cadre : CR31-05 du 23/06/2005

Imputation budgétaire : 933-312-6574-131009-300

Action : 13100902- Actions culturelles cinématographique et audiovisuelle

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien aux réseaux cinématographiques	88 000,00 € TTC	9,09 %	8 000,00 €
	Montant total de la subvention		8 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : CINEASTES DOCUMENTARISTES

Adresse administrative : 14 RUE ALEXANDRE PARODI
75010 PARIS 10E ARRONDISSEMENT

Statut Juridique : Association

Représentant : Madame SYLVIE BOSKOWITZ, Secrétaire générale

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : FONCTIONNEMENT DU CENTRE DE RESSOURCES POUR JEUNES
SCENARISTES DOCUMENTAIRES

Du 1er janvier au 31 décembre 2022

Description :

Addoc (association de cinéastes documentaristes) - avec plus de 120 cinéastes adhérents - place toujours au centre de ses activités le cinéma documentaire et celles et ceux qui le font. En s'adressant prioritairement aux jeunes scénaristes émergents, Addoc met en oeuvre des actions avec comme objectifs la transmission des savoirs et des pratiques afin de favoriser l'émergence de talents

Addoc développe en Île-de-France les actions suivantes en direction des jeunes scénaristes documentaires : partages d'expériences, projections de films avec rencontres, cycle de formation pour les médiathécaires, actions pédagogiques et le festival Les Pitches d'Addoc en décembre à Paris (après un travail à l'année d'accompagnement à l'écriture pendant une quinzaine d'ateliers). En 2022, Addoc développera une nouvelle action : les Samedis d'Addoc, cycle de projections-débats les samedis matins au cinéma Luminor à Paris.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- VILLE DE PARIS (EPT1)

Contrat Particulier : Hors CPRD**CPER :** Hors CPER**PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR**

Exercice de référence : 2022

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Frais généraux	20 000,00	22,73%
Rémunération des personnels	41 000,00	46,59%
Pitches	13 000,00	14,77%
Ateliers et projections-débats	14 000,00	15,91%
Total	88 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Ressources propres	7 000,00	7,95%
CNC (EC)	32 000,00	36,36%
Ville de Paris (EC)	4 000,00	4,55%
Région IdF (sollicitée)	8 000,00	9,09%
Autres produits	37 000,00	42,05%
Total	88 000,00	100,00%

DOSSIER N° 22002428 - L'ECOLE ET LE CINE-CLUB DE LA SRF - 2022

Dispositif : Soutien aux réseaux cinématographiques (n° 00000130)

Délibération Cadre : CR31-05 du 23/06/2005

Imputation budgétaire : 933-312-6574-131009-300

Action : 13100902- Actions culturelles cinématographique et audiovisuelle

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien aux réseaux cinématographiques	50 000,00 € TTC	24,00 %	12 000,00 €
	Montant total de la subvention		12 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SOC DES REALISATEURS DE FILMS

Adresse administrative : 14 RUE ALEXANDRE PARODI
75010 PARIS 10E ARRONDISSEMENT

Statut Juridique : Association

Représentant : Madame ROSALIE BRUN, Directrice générale

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : FONCTIONNEMENT DU CINE-CLUB ET DE L'ECOLE DE LA SRF

Du 1er janvier au 31 décembre 2022

Description :

La Société des réalisateurs de films est une association loi 1901 qui, depuis sa création en juin 1968, a pour mission de défendre les libertés artistiques, morales, professionnelles et économiques de la création et de participer à l'élaboration et à l'évolution des structures de cinéma.

Comptant plus de 300 adhérents, la SRF défend le point de vue de tous les cinéastes - qu'ils réalisent de la fiction, du documentaire ou de l'animation, du court et/ou du long métrage. Elle promeut la diversité de la création cinématographique. Au fil des années, la SRF a acquis une réelle expertise du secteur. Véritable maison des cinéastes, elle participe à l'ensemble des négociations et réflexions professionnelles, pour y promouvoir le rôle central du réalisateur dans le processus de création.

L'Ecole de la SRF est un cycle de 6 masterclass par an en direction du public des lycéens, étudiants et jeunes talents émergents sous forme de rencontres avec des cinéastes et professionnels du cinéma, sur des sujets liés à des questions de mise en scène, au Cinéma Club de l'Etoile à Paris. Ces séances sont enregistrées et diffusées sur YouTube. Depuis fin 2021 le ciné-club de la SRF a été mis en place au Grand Action à Paris, sous forme d'une séance de cinéma mensuelle présentée par un cinéaste de la SRF suivie d'un débat avec les spectateurs.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- VILLE DE PARIS (EPT1)

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2022

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Location salles et frais reception	4 000,00	8,00%
Frais de fonctionnement	3 000,00	6,00%
Coordination projets	25 000,00	50,00%
Communication	18 000,00	36,00%
Total	50 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
CNC (EC)	12 000,00	24,00%
Région IdF (sollicitée)	12 000,00	24,00%
Ville de Paris (EC)	5 000,00	10,00%
Sociétés civiles	21 000,00	42,00%
Total	50 000,00	100,00%

Commission permanente du 19 novembre 2021 (CP2021-443)
et commission permanente du 23 mars 2022 (CP2022-096)

DOSSIER N° EX061061 - MASSOUD, L'HÉRITAGE

Dispositif : Fonds de soutien cinéma et audiovisuel de la Région Île-de-France (investissement) (n° 00000958)

Délibération Cadre : CR2020-016 du 05/03/2020

Imputation budgétaire : 903-312-2764-131015-300

Action : 13101502- Fonds d'aide à la création cinématographique et audiovisuelle

PAR APPLICATION DU BAREME

MONTANT DE LA SUBVENTION MAXIMUM
16 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : MEDIATIKA

Adresse administrative : 77 RUE MICHEL ANGE
75016 PARIS

Statut Juridique : Société par Actions Simplifiées

Représentant : Monsieur GREGORY SCHNEBELEN, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : aide à la production du documentaire audiovisuel MASSOUD, L'HERITAGE (90mn), réalisé par Nicolas Jallot pour Histoire.

Dates prévisionnelles : 16 avril 2021 - 19 novembre 2029

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 17 du règlement budgétaire et financier, et compte tenu de la spécificité des montages de projets dans le secteur cinématographique et audiovisuel, décide de déroger au principe d'antériorité de la notification d'attribution de subvention à tout commencement d'exécution, pour les aides précitées.

Description :

Auteur-réalisateur : Nicolas Jallot

Résumé : Le Commandant Massoud raconté par son fils, Ahmad et par les images d'archives, filmiques et photographiques, de ceux qui l'ont connu et certaines, plus intimes, qui proviennent de la famille... Le récit est aussi une vision géopolitique de notre monde d'avant – et d'après - le 11 septembre 2001 du clan Massoud dont on racontera l'héritage politique et spirituel.

Commentaire : auteur et réalisateur de films depuis vingt ans, Nicolas Jallot a réalisé une vingtaine de documentaires pour les cases « Histoires » de France 2, France 5 et d'Arte. Ancien Grand reporter pour la presse écrite (Le Point, les Cahiers d'Europe, L'évènement du Jeudi, France Soir), il a consacré plusieurs films à l'Afghanistan.

Avis favorable du Comité de lecture de la 2e session 2021.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de

la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2021

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses de fabrication en Île-de-France (hors imprévus frais généraux et poste 9 du devis Région)	98 199,00	83,14%
Dépenses de fabrication hors Île-de-France (hors imprévus frais généraux et poste 9 du devis Région)	11 200,00	9,48%
Autre dépenses (imprévus frais généraux et poste 9 du devis Région)	8 719,00	7,38%
Total	118 118,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
apport producteur	13 668,00	11,57%
copro France Zoulou Cie	8 027,00	6,80%
Histoire TV	30 000,00	25,40%
Public Sénat (en cours)	8 000,00	6,77%
CNC, cosip automatique	42 423,00	35,92%
Aide IDF demandée	16 000,00	13,55%
Total	118 118,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides : SA.59119 (Cinéma et Audiovisuel) adopté sur la base du RGEC 651/2014 publié au JOUE du 26/06/2014 tel que modifié par les règlements 2017/1084 du 14/06/2017 publié au JOUE du 20/06/2017 et 2020/972 du 2 juillet 2020 publié au JOUE du 07/07/2020, relatif à : Ile-de-France : fonds de soutien au cinéma et audiovisuel, aides à l'écriture du scénario, aide à la réalisation

Commission permanente du 21 janvier 2021 (CP2021-032)
et commission permanente du 23 mars 2022 (CP2022-096)

DOSSIER N° EX053780 - JE CHANTERAI ET TU DANSERAS

Dispositif : Fonds de soutien cinéma et audiovisuel de la Région Île-de-France (investissement) (n° 00000958)

Délibération Cadre : CR2020-016 du 05/03/2020

Imputation budgétaire : 903-312-2764-131015-300

Action : 13101502- Fonds d'aide à la création cinématographique et audiovisuelle

PAR APPLICATION DU BAREME

MONTANT DE LA SUBVENTION MAXIMUM
340 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : CHEYENNE FEDERATION

Adresse administrative : 10 RUE ROYALE
75008 PARIS

Statut Juridique : Société par Actions Simplifiées

Représentant : Monsieur JULIEN MADON, Gérant

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : aide à la production du long métrage de fiction JE CHANTERAI ET TU DANSERAS réalisé par Fanny Ardant.

Dates prévisionnelles : 2 juillet 2020 - 21 janvier 2028

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 17 du règlement budgétaire et financier, et compte tenu de la spécificité des montages de projets dans le secteur cinématographique et audiovisuel, décide de déroger au principe d'antériorité de la notification d'attribution de subvention à tout commencement d'exécution, pour les aides précitées.

Description :

Auteure-réalisatrice : Fanny Ardant

Résumé : Arabella est une femme passionnée, intrépide. Une femme libre. Elle s'apprête à épouser Zlatan, un Tzigane. Mais soudain son frère Sigismond revient. Alors la vie s'arrête. Le prêtre Jarnac tente d'empêcher l'irréversible, tandis que la rumeur et l'hostilité grondent parmi les habitants. Sept jours suffiront à nouer leur destin.

Commentaire : Très connue en tant qu'actrice pour les plus grands réalisateurs au cinéma comme à la télévision, Fanny Ardant a également réalisé trois longs métrages très personnels : CENDRES ET SANG, en sélection à Cannes en 2008, CADENCES OBSTINEES en 2014 et LE DIVAN DE STALINE en 2016, sélectionné au Festival de Göteborg et aux Rendez-Vous avec le Cinéma Français à Rome en 2017. Elle revient à la réalisation avec un film original, aux confins de la comédie musicale et du conte médiéval.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses de fabrication en Île-de-France(détails en bas de page)	3 753 000,00	84,53%
Dépenses de fabrication hors Île-de-France(détails en bas de page)	253 000,00	5,70%
Autre dépenses(détails en bas de page)	434 000,00	9,77%
Total	4 440 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Apport Producteur	615 000,00	13,85%
Crédit d'impôt (le cas échéant)	600 000,00	13,51%
France Télévision Cinéma	1 000 000,00	22,52%
Canal +	1 000 000,00	22,52%
Ciné +	100 000,00	2,25%
ARP distribution	700 000,00	15,77%
Aide régionale demandée	425 000,00	9,57%
Total	4 440 000,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides : SA.59119 (Cinéma et Audiovisuel) adopté sur la base du RGE 651/2014 publié au JOUE du 26/06/2014 tel que modifié par les règlements 2017/1084 du 14/06/2017 publié au JOUE du 20/06/2017 et 2020/972 du 2 juillet 2020 publié au JOUE du 07/07/2020, relatif à : Ile-de-France : fonds de soutien au cinéma et audiovisuel, aides à l'écriture du scénario, aide à la réalisation

Annexe 2 - Mise en oeuvre du protocole Etat-Région sur Passeurs images 2022

PROTOCOLE D'ACCORD ETAT – REGION

Entre

Le Conseil régional d'Ile-de-France, sis 2, rue Simone Veil, 93400 Saint-Ouen, représenté par Mme Valérie PECRESSE, en sa qualité de Présidente du Conseil régional d'Ile-de-France, en vertu de la délibération de la Commission permanente n°CP2018-581 du 17 octobre 2018, ci-après dénommé « La Région »,

D'une part,

Et

L'Etat, représenté par le préfet de région d'Ile-de-France, préfet de Paris, sis 15 rue Leblanc, 75015 Paris, Monsieur Michel CADOT, agissant sur délégation de Monsieur Franck Riester, Ministre de la Culture, et dûment habilité aux fins des présentes, ci-après dénommé « L'Etat »,

D'autre part,

Il a été convenu ce qui suit.

Préambule

Le Conseil d'administration de l'établissement public de coopération culturelle (« EPCC ») ARCADI du 7 novembre 2018 a pris acte de la notification du retrait de la Région, membre fondateur de cet établissement. Compte tenu de la demande faite par la Région que la dissolution intervienne au 31 décembre 2018, l'Etat, devenu seul membre restant au sein de l'EPCC ARCADI, a accepté que cette dissolution intervienne au 31 décembre 2018, sur la base d'un protocole d'accord entre l'Etat et la Région précisant les garanties apportées par la Région sur la poursuite de la politique de soutien au spectacle vivant en Ile-de-France et détaillant par ailleurs les propositions faites à l'ensemble des salariés d'ARCADI dans le cadre de la liquidation de l'établissement.

Pour conforter et développer encore sa politique de soutien aux acteurs du spectacle vivant en Ile-de-France, cette politique étant définie par la délibération-cadre n°CR2017-52, complétée par les délibérations-cadre n°CR2017-131 instituant le Fonds de soutien à l'émergence FORTE et n° CR2017-189 définissant sa politique en faveur de l'éducation artistique et culturelle dans les lycées et CFA franciliens, la Région souhaite renforcer son intervention sur les axes suivants :

- le soutien à la diffusion,
- l'accompagnement et le soutien de l'émergence et de la jeune création,
- l'animation des réseaux
- l'ingénierie de projets culturels de territoire,
- l'accompagnement des projets d'éducation artistique et culturelle menés en lycées et centres de formation d'apprentis (« CFA »).

Cette intervention sera menée par la Région dans le prolongement des actions déjà réalisées par cette collectivité, dans le cadre d'un organigramme rénové de ses services, comportant des créations de postes, avec une méthode et une identité différentes de celles d'ARCADI.

Dans ce cadre, la Région et l'Etat mèneront une réflexion commune sur les enjeux du spectacle vivant en Ile-de-France et les outils de coopération à développer ensemble pour soutenir les artistes, compagnies et secteurs professionnels à la suite de la dissolution d'ARCADI.

Le présent protocole d'accord permet d'offrir un cadre communément partagé par l'Etat et la Région de l'ensemble de ces enjeux, étant précisé que les actions convenues ne sont ni techniquement, ni juridiquement la reprise de l'activité de l'établissement ARCADI au sens du code du travail.

Article 1 - Emplois

En vertu de l'article L. 1224-3 du code du travail et dans le cadre d'une application volontaire de cet article, la Région et l'Etat s'engagent chacun en ce qui le concerne à ce qu'un contrat de droit public ou un contrat de travail soit proposé à chacun des 37 salariés actuellement en CDI que compte l'EPCC, selon les modalités et la répartition détaillées ci-après, sous réserve de l'information / consultation des instances de dialogue social des futurs employeurs et de l'obtention des éventuelles décisions préalables par ces derniers nécessaires à la proposition d'un contrat de travail ou de droit public.

Les conditions de recrutement de chacun des salariés concernés devront faire l'objet d'une convention distincte entre l'EPCC ARCADl et chacun des futurs employeurs mentionnés ci-dessous. Cette convention précisera également les conséquences d'un éventuel refus de ce recrutement par le salarié et, en particulier, la prise en charge des frais associés à un éventuel licenciement.

Chaque salarié concerné sera reçu individuellement et recevra une proposition de contrat de droit public ou de contrat de travail de droit privé, selon le droit applicable au futur employeur, qu'il lui appartiendra d'accepter ou non.

- 1) Pour 27 salariés exerçant actuellement des missions relatives à :
 - l'administration (4 postes : 1 attaché à la direction, 1 chargé d'administration, 1 assistante d'administration, 1 assistant de direction),
 - la communication et les rencontres (4 postes : 1 directrice de la communication, 1 responsable des rencontres, 1 chargée de la communication, 1 assistante de communication),
 - la médiation culturelle » (9 postes : 1 directrice de la mission, 1 responsable de la coordination et 7 médiateurs sur les 10) ;
 - la mise en œuvre de dispositifs de soutien et d'accompagnement (10 postes : 1 directrice des dispositifs de soutien et d'accompagnement, 1 responsable danse, 1 responsable théâtre et coopération territoriale, 1 assistante théâtre, 1 conseillère théâtre, 1 responsable chanson, 1 conseillère accompagnement opéra, 1 conseiller accompagnement transversal/danse, 1 responsable du développement professionnel, 1 responsable de la mutualisation),

un contrat de droit public leur sera proposé par la Région pour intégrer ses services, en particulier les services de la Direction de la culture (service Spectacle vivant, mission EAC, mission FORTE).

Ce contrat de droit public reprendra les clauses substantielles du contrat actuel de droit privé de chaque salarié concerné, dans le cadre légal et réglementaire applicable à la fonction publique territoriale, en vertu de l'article L. 1224-3 du code du travail et dans le cadre d'une application volontaire de cet article.

- 2) Pour 3 médiateurs culturels parmi les 10, un contrat de travail de droit privé sera proposé par le Fonds régional d'Art contemporain d'Ile-de-France (FRAC), organisme associé de la Région et labellisé et co-financé par l'Etat.

Ce contrat de droit privé reprendra les clauses substantielles du contrat actuel de droit privé de chaque salarié concerné, en vertu de l'article L. 1224-1 du code du travail et dans le cadre d'une application volontaire de cet article.

- 3) Pour le directeur de la Biennale d'arts numériques NEMO et l'administrateur de la Biennale, un contrat de travail de droit privé sera proposé par l'EPCC Le Centquatre, dans le cadre d'une convention spécifique conclue avec la Région et assortie d'un financement ad hoc, concernant la mise en œuvre de ce projet.

Ce contrat de droit privé reprendra les clauses substantielles du contrat actuel de droit privé de l'intéressé, en vertu de l'article L. 1224-1 du code du travail et dans le cadre d'une application volontaire de cet article.

- 4) Pour les 2 salariés (1 déléguée régionale du dispositif et 1 assistante du dispositif/chargée de production), un contrat de droit privé sera proposé par l'association des cinémas de recherche d'Ile-de-France (ACRIF) dans le cadre d'une convention spécifique conclue entre l'Etat, la Région et le CNC et assortie d'un financement ad hoc, concernant la mise en œuvre de ce dispositif en Ile-de-France conformément au protocole interministériel de 2009.

Ce contrat de droit privé reprendra les clauses substantielles du contrat actuel de droit privé de chaque salarié concerné en vertu de l'article L. 1224-1 du code du travail et dans le cadre d'une application volontaire de cet article.

- 5) Pour 2 salariés exerçant actuellement des missions relatives à la direction par intérim (1 poste) et à l'observation (1 poste), un contrat de droit public leur sera proposé par l'Etat pour intégrer les services du Ministère de la culture ou de l'un de ses établissements publics.

Ce contrat de droit public reprendra les clauses substantielles du contrat actuel de droit privé de chaque salarié concerné, dans le cadre légal et réglementaire applicable à la fonction publique de l'Etat, en vertu de l'article L. 1224-3 du code du travail et dans le cadre d'une application volontaire de cet article.

La répartition des postes entre les différents employeurs, décrite ci-dessus, pourra si besoin être ajustée par accord entre les signataires du présent protocole.

La Région et l'Etat accompagneront l'EPCC ARCADI dans la mise en œuvre, le cas échéant, sous réserve de l'information et/ou de la consultation du comité social économique d'ARCADI et des licenciements pour motif économique des salariés qui auront refusé la proposition de contrat de droit public ou de contrat de travail faite selon les modalités ci-avant.

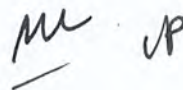
La Région et l'Etat veilleront à ce que le comité social économique d'ARCADI soit informé et consulté des actions prévues au présent article.

Article 2 – Prise en charge des engagements financiers et contractuels de l'EPCC

La Région s'engage à prendre à sa charge l'ensemble des engagements financiers déjà signés ou engagés par l'EPCC ARCADI au titre de l'ensemble de ses missions, qui seront assumés administrativement et financièrement par la Région à compter d'une date à définir dans le cadre de la procédure de liquidation et au plus tard au 30/06/2019. Avant cette date, les engagements financiers resteront sous l'égide de l'EPCC ARCADI, la Région s'engageant à allouer un apport financier en 2019 permettant de couvrir à l'euro près l'ensemble de ces actes financiers.

Par ailleurs, pour l'ensemble des équipes artistiques qui ont contracté avec l'EPCC ARCADI des conventions pluriannuelles, qui sont en cours d'exécution, la Région leur proposera un accompagnement et une aide financière spécifique, afin de ne pas mettre en péril les projets engagés ou prévus avec le soutien de l'EPCC ARCADI.

Cet accompagnement et ce soutien financier feront l'objet d'une délibération ad hoc du Conseil régional au premier trimestre 2019.

Handwritten signatures in black ink, appearing to be 'ML' and 'JP'.

Article 3 – Biennale NEMO et dispositif Passeurs d'images

Pour la Biennale d'arts numériques NEMO et pour le dispositif Passeurs d'images la Région et l'Etat s'engagent à conclure une convention spécifique respective avec deux opérateurs culturels afin d'en permettre la mise en œuvre. Ces conventions spécifiques seront assorties d'apports financiers de la part de la Région et de l'Etat, et, s'agissant de l'Etat, à hauteur des subventions versées à ce jour permettant de couvrir le coût de ce projet et de ce dispositif.

Pour la Biennale d'arts numériques NEMO, la convention sera conclue avec l'EPCC Le Centquatre.

Pour le dispositif Passeurs d'images, la convention sera conclue avec l'association des cinémas de recherche d'Ile-de-France (ACRIF).

Article 4 – Subventions globales de fonctionnement en 2019

L'Etat et la Région s'engagent à allouer à l'EPCC ARCADI en 2019 les moyens financiers adéquats selon le prorata actuellement applicable au sein d'ARCADI afin de mettre en œuvre la liquidation de l'établissement, en ce compris les frais associés à d'éventuels licenciements, et de respecter les engagements financiers déjà contractés par l'EPCC ARCADI, et ce, jusqu'à sa liquidation qui doit intervenir au plus tard le 30/06/2019 comme indiqué à l'article 2 des présentes.

Le montant de ces apports respectifs sera déterminé par les instances propres à chaque institution, en lien avec l'EPCC ARCADI.

Ces subventions globales de fonctionnement seront allouées à l'EPCC ARCADI dans le courant du premier trimestre 2019.

Article 5 - Durée

Le présent protocole d'accord s'applique à compter de la date de la signature jusqu'à la liquidation de l'EPCC ARCADI.

Article 6 – Dissolution de l'EPCC Arcadi

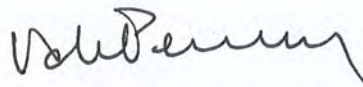
Au regard du présent protocole d'accord et en application de l'article R.1431-20, I, du code général des collectivités territoriales, l'Etat et la Région décident que l'EPCC ARCADI, sera dissous au 31/12/2018.

Fait en deux exemplaires à

Le 1.1 DEC. 2018

Pour l'Etat
Le préfet de région d'Ile-de-France, préfet de Paris

Michel CADOT



Pour la Région
La présidente du Conseil régional d'Ile-de-France

Valérie PECRESSE

VF

Convention de mise en œuvre du protocole d'accord État Région concernant le dispositif Passeurs d'images

r d rd r r r d r d d r
d r d r r d d d r r d
R d r d r d d r r d d r r d
d r d rd R d d d r r r d
rr r r d d r d d d r d d r
r d d r r R d r d r
r d r r r r d r d
d r d

Article 1 : Cadre de la convention

r d d r r d r r r r
d r d r d

Article 2 : Dispositions sociales et mo ens humains de Passeurs d'images le-de-France

r r d rd R r r d d r d d
r r r r r r d r d
r d dr r d r d r r r d r
r r d dr d r r
r r r d d r
r r r r r r
r r r r r r
r r d r d d d d d
d d d r r d r r r d r
d r d d r r rd
r d d r r r d r
r r d d r r d r r d r r
R d r r dr d r r
r d r d
r d r r d r R d r
d r d r r dr d

